Burundi : les putschistes du coup d'Etat mangué à la mi-mai sortent du bois

RFI, 07-07-2015 BurundiÂ: les putschistes revendiquent les attaques à la grenade Alors que les chefs d'Etat de la sous-région ont demandé un nouveau report de la présidentielle au Burundi, les putschistes qui ont signé le coup d'Etat manqué à la mi-mai sortent du bois. Dans une interview accordée à la chaine télé kényane KTN, le général Lé Ngendakumana affirme que la pression sur le président Nkurunziza ne faiblit pas et que ce sont eux qui signent les attaques à la grenade depuis fin juin.

Le général Léonard Ngendakumana dit être venu spécialement au Kenya pour réaliser cet entretien avec la télé KTN. «Â J'ai quitté Godefroid Nyombaré au Burundi, nous nous battons dans le pays Â», assure le bras droit du chef putschiste burundais. L'interview dure prà s de 12 minutes. Douze minutes d'accusation et d'offensive contre le pouvoir du président Nkurunziza. Evoquant le coup d'Etat manqué, le général putschiste donne des détails : «Â Nous étic aénéraux de l'armée nationale et de la police Â». Il explique l'échec par un «Â malentendu Â» et une «Â trahison minist re de la D©fense Â». Mais les putschistes ne désarment pas. «Â Les grenades sur les bureaux de vote ? C'est eux et ça va continuer Â» insiste-t-il. «Â AprÃ"s nous être rendus compte que nous ne pourrions pas réussir notre coup d'Etat du 13 mai, nous avons trouvé qu'il était nécessaire de continuer à se battre, afin de pousser Nkurunziza Â ce qu'il fait, et peut-être voir s'il pourrait se résigner Â», explique le général. «Â Mais lorsque nous avons vu pas prÃ"s de se résigner, nous nous sommes organisés pour continuer à le combattre. C'est pourquoi, toutes ces action dans le pays, nous en sommes à l'origine. Et notre intention est de les intensifier, jusqu'à ce que Nkurunziza compre que nous sommes là pour lui faire comprendre par la force de laisser tomber son troisià me mandat. Nous devons nous organiser pour résister, pour faire comprendre à Nkurunziza qu'il doit partir. Et nous sommes prêts à le faire par la force Â», souligne Léonard Ngendakumana. Se défendant de vouloir replonger le Burundi dans la violence, le général putschiste accuse le pouvoir en place d'Ãatre engagé dans une guerre civile basée sur la division ethnique, en précisant qu' « ils veulent garder le pouvoir de peur d'à atre jugà ©s pour leur crimes tant au niveau national qu'international. Â Â » Â Le réactions au Burundi aprà s la déclaration Contrairement à son habitude, l'opposition n'est pas immédiatement au créneau aprà s la déclaration de guerre lancée par le général Léonard Ngendakumana, l'un des leaders de tentative de coup d'Etat contre le président Pierre Nkurunziza. Tous se montrent prudents et demandent du temps. Ils veulent en savoir plus sur cette nouvelle rébellion avant de s'exprimer. Une prudence qui s'explique aussi par la crai de ce que pourrait Ãatre la réaction du gouvernement Nkurunziza, dominée selon eux par la haute hiérarchie militaire issue de l'ex-rébellion du CNDD-FDD au pouvoir aujourd'hui. Dans le camp présidentiel on appelle à la responsa chacun. Le secrétaire général du patri Uprona reconnu par le pouvoir rappelle que armée et police du Burundi sont désormais paritaires entre Hutus et Tutsis issus de l'ancienne armée et des ex-mouvements rebelles. Gaston Sindimwo estime que le recours à la violence pourrait avoir des conséquences catastrophiques au Burundi. «Â C'est impossible prendre le pouvoir par la force. Ils ont essayé quand ils étaient ici. Ils avaient tout pris mais ça n'a pas marché parce que la conjoncture actuelle, la composition de l'armée actuelle, c'est vraiment multiforme. De telle sorte que personr peut commander, un mot d'ordre unique ça sera difficile. Ça sera catastrophique pour cette République, donc il faut éviter la guerre. Â» Bujumbura et plusieurs localités de l'intérieur du pays ont été la cible de nombreuses attac grenade. Depuis, des rumeurs insistantes d'une possible attaque d'envergure a conduit une grande partie de la population de Bujumbura Ã se réfugier à l'intérieur du pays ou au Rwanda voisin.